

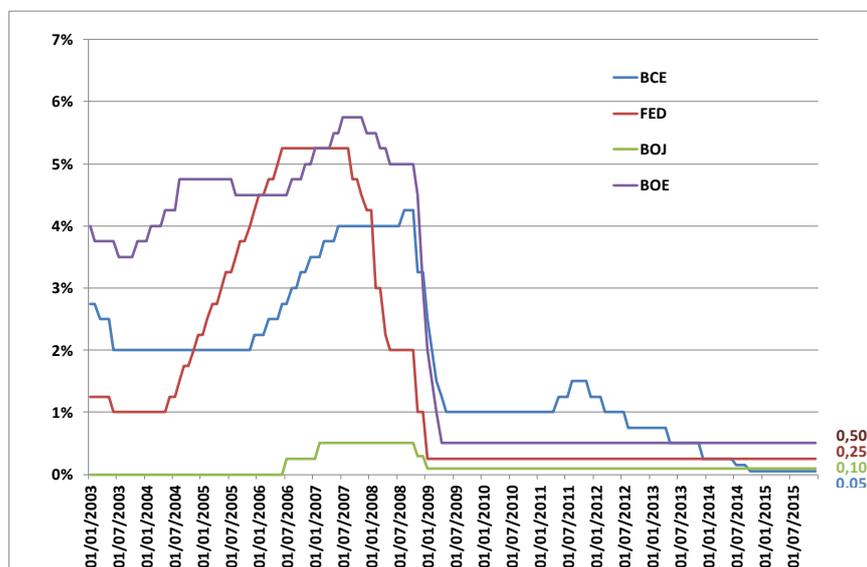
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Baisse du taux de la facilité de dépôt et autres décisions

Le Conseil des gouverneurs lors de sa réunion du 3 décembre 2015 « a pris les décisions suivantes dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix. Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base, à -0,30 %. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal resteront inchangés à respectivement 0,05 % et 0,30 %. Deuxièmement, s'agissant des mesures de politique monétaire non conventionnelles, nous avons décidé d'élargir le programme d'achats d'actifs (APP). Les achats mensuels à hauteur de 60 milliards d'euros effectués dans le cadre du programme APP devraient désormais se poursuivre jusqu'à fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif de taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Troisièmement, nous avons décidé de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres acquis en vertu du programme APP à leur échéance, aussi longtemps que nécessaire. Cela contribuera à assurer à la fois des conditions de liquidité favorables et une orientation appropriée de la politique monétaire. Les modalités techniques seront communiquées en temps opportun. Quatrièmement, dans le cadre du programme d'achats d'actifs du secteur public, le Conseil des gouverneurs a décidé d'inclure les titres de créance négociables libellés en euros émis par des administrations régionales et locales situées dans la zone euro dans la liste des actifs éligibles aux achats réguliers effectués par les différentes banques centrales nationales. Cinquièmement, nous avons décidé de continuer à conduire les opérations principales de refinancement et les opérations de refinancement à plus long terme d'une durée de trois mois sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin de la dernière période de constitution des réserves de 2017. [...] Les décisions prises aujourd'hui raffermiront le rythme de la reprise économique au sein de la zone euro et consolideront sa capacité de résistance face aux chocs économiques mondiaux observés récemment. Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement l'évolution des perspectives de stabilité des prix, et il est disposé à agir, et en mesure de le faire, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire. »

La déclaration complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is151203.fr.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Augmentation du chômage en France

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en octobre 2015, c'est-à-dire sans aucune activité dans le mois, a augmenté de 42 000 par rapport au mois de septembre, soit +1,2 %. L'augmentation provient en partie de personnes déjà inscrites à Pôle emploi et qui exerçaient le mois dernier une activité réduite (catégories B et C). Au total, le nombre d'inscrits en catégories A, B et C augmente de 13 100 sur un mois, soit +0,2 %.

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,7 % en octobre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,8 % enregistré en septembre 2015 et à celui de 11,5 % d'octobre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en octobre 2015, stable par rapport à septembre 2015 et en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014. Il s'agit également du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en octobre 2015, 22,497 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,240 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 36 000 dans l'UE28 et de 13 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2014, le chômage a baissé de 1,942 million de personnes dans l'UE28 et de 1,302 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en octobre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,7 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en août 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

France : repli de l'IPC

En novembre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) se replie, baissant de 0,2 % après une hausse de 0,1 % en octobre. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 % sur un mois. Sur un an, les prix à la consommation sont stables, après une légère hausse en octobre (+0,1 %).

Stabilité de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en novembre 2015, stable par rapport au mois d'octobre selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation dans la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (1,5 %, comparé à 1,6 % en octobre), suivis des services (1,1 %, comparé à 1,3 % en octobre), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,6 % en octobre) et de l'énergie (-7,3 %, comparé à -8,5 % en octobre).

Banque de France

Rue de la Banque N° 14 : Prix du foncier, crédit aux entreprises et créations d'emploi

Les fluctuations de la valeur des terrains détenus par les entreprises françaises présentent un profil très similaire à ceux de l'investissement et de l'emploi. Ce Rue de la Banque présente un modèle qui explique ces dynamiques jointes par un mécanisme de collatéral ; l'accès des entreprises au crédit serait facilité par un accroissement de la valeur des actifs déposés en garantie auprès des institutions de crédit. Ce modèle, étayé par des observations empiriques, contribue à expliquer les fluctuations sur le marché du travail en France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-rue-de-la-banque-14.pdf

Chine

Les réserves de change au plus bas depuis février 2013

Les réserves de change ont diminué de 87,2 milliards de dollars en novembre, à 3 440 milliards de dollars, selon les statistiques publiées hier par la banque centrale. L'appréciation du dollar américain en novembre, ainsi que les sorties de capitaux consécutives à la dévaluation du yuan renminbi le 11 août dernier, expliquent cette tendance à la baisse observée depuis les cinq derniers trimestres.

Actualité législative

Ordonnance n° 2015-1497 du 18 novembre 2015 portant adaptation de diverses dispositions du code des assurances à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031497082>

2 – Actualité régionale

Chine : le yuan devient monnaie de réserve

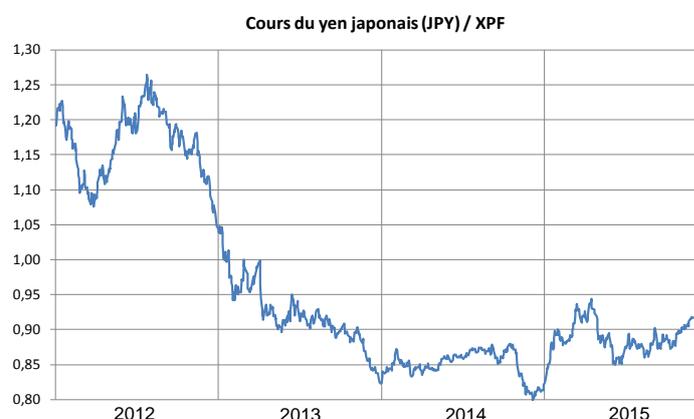
Le 30 novembre 2015, Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé l'inclusion de la monnaie chinoise (le renminbi ou yuan), dans les droits de tirage spéciaux (DTS), soit le panier de devises qui sert d'actif de réserve international à l'institution.

A partir du 1^{er} octobre 2016, les 188 Etats membres du FMI pourront échanger des DTS contre les cinq monnaies dites « librement utilisables » – dollar, euro, livre sterling, yen et désormais le yuan – s'ils en ont besoin pour équilibrer leurs balances des paiements.



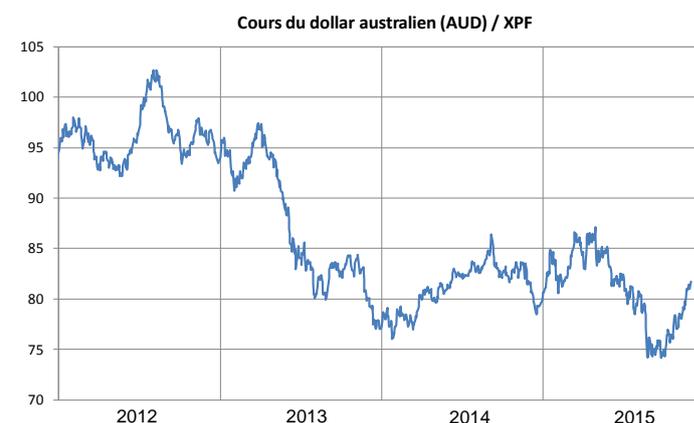
Japon : récession au troisième trimestre

Avec un recul du PIB de 0,2 % au troisième trimestre (après -0,4 % au trimestre précédent), le Japon entre de nouveau en récession. L'investissement des entreprises se replie de 1,3 % (après -1,2 %). Dans un contexte de ralentissement chinois, les entreprises ont choisi d'écouler leurs stocks, qui contribuent négativement à l'évolution du PIB. La consommation des ménages reste fragile (+0,5 %, après -0,6 %). Les exportations, portées par la dépréciation du yen vis-à-vis du dollar, ont enregistré une hausse de 2,6 %, tandis que les importations progressaient dans le même temps de 1,7 %.



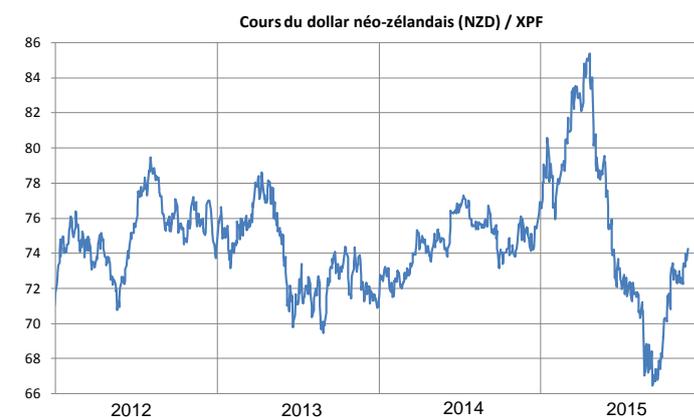
Australie : accélération de la croissance

L'économie australienne a enregistré une croissance du PIB de 0,9% au troisième trimestre, après +0,3% au deuxième, portée par la hausse des exportations dans l'industrie minière et par les dépenses de consommation des ménages. Sur un an, le PIB a progressé de 2,5%. Par ailleurs, le marché du travail s'améliore : le taux de chômage est descendu à 5,9 % en octobre contre 6,2 % en septembre. Dans ce contexte, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu, le 2 décembre 2015, son taux directeur inchangé à 2 %.



Nouvelle-Zélande : baisse du taux directeur

Le 10 décembre 2015, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a annoncé une baisse d'un quart de point de son taux directeur, le ramenant ainsi à 2,50 %, son plus bas historique.



3 – Brèves économiques locales

COP 21 : mobilisation des pays et territoires insulaires du Pacifique contre le réchauffement climatique

Le 4^e sommet France-Océanie s'est tenu le 26 novembre 2015 à Paris en amont de la COP 21 avec la participation d'une délégation de Nouvelle-Calédonie. A cette occasion, les chefs d'Etat et représentants des pays et territoires insulaires du Pacifique ont exprimé des attentes communes fortes en matière de lutte contre le dérèglement climatique : « nous attendons de la COP 21 un accord universel, juridiquement contraignant, dynamique, durable et ambitieux, établissant des règles et des mécanismes pour limiter le réchauffement mondial de manière compatible avec l'objectif final de la Convention ».

Philippe Germain, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, a présenté à cette occasion le Schéma pour la transition énergétique (STENC) définissant le cadre de la politique énergétique du territoire à l'horizon 2030. Le texte prévoit notamment une réduction de 35 % des émissions dans les secteurs résidentiel et tertiaire, de 10 % dans le secteur mine et métallurgie et de 15 % dans le secteur du transport. Suite à son adoption par le gouvernement le 20 octobre, ce texte doit encore être voté par le Congrès ; le 30 novembre 2015, son examen à néanmoins été reporté par l'organe législatif local, à 28 voix contre 26.

Énergie : nouvelles centrales photovoltaïques

Dans ce contexte, la société Enercal Énergies Nouvelles (île des Pins) et les filiales du groupes Quadran Hélio Boulouparis et Hélio Témala (Voh) ont obtenu le 10 novembre 2015 les autorisations du gouvernement de Nouvelle-Calédonie pour exploiter trois nouvelles centrales photovoltaïques d'une capacité de 250 kWc (île des Pins, mise en service début 2016), 12 000 kWc (Boulouparis, mise en service en avril 2017) et 3 200 kWc (Témala, mis en service en octobre 2017). Ces installations devront permettre de faire passer l'autonomie électrique de l'île des Pins, nulle aujourd'hui, à 7 %, et d'accroître celle de la Grande Terre de 14 % à 17 % (distribution publique uniquement). Le gouvernement a par ailleurs approuvé le 17 novembre 2015 les opérations du fonds de concours pour la maîtrise de l'énergie (FCME) qui soutient financièrement et techniquement la conversion aux énergies renouvelables et la maîtrise de la consommation énergétique (suivi de la mise en œuvre du programme annuel pour la maîtrise de l'énergie ; arbitrage sur les demandes de subvention à l'investissement ou d'exonération de TGI,...).

Nickel : arrêt de la production de mattes à l'usine SLN, réparation du four n°1 de l'usine du Nord

Le groupe Eramet a confirmé lors de son conseil d'administration du 9 décembre 2015 l'arrêt de la production de mattes de nickel en Nouvelle-Calédonie (8 200 tonnes en 2014), qui sera remplacée par une production de ferronickel complémentaire. Les mattes représentent aujourd'hui 20 % de la production de la Société Le Nickel (SLN), contre 80 % pour le ferronickel. A l'issue de son conseil d'administration du 27 novembre 2015, Eramet a également annoncé le réaménagement de la direction générale déléguée aux branches minières ; la direction de la branche nickel a ainsi été confiée à Philippe Vecten, d'ores et déjà directeur général délégué de la branche manganèse.

Concernant l'usine du Nord, le four n°1 de KNS a été reconstruit après un incident qui l'avait rendu inopérant en décembre 2014. La première coulée de nickel métal sur ce four devrait intervenir fin janvier 2016.

Sylviculture : interdiction des exportations de santal brut

Le 8 décembre 2015, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a acté l'interdiction de toute exportation de bois de santal brut. Cette mesure vise à favoriser à lutter contre un possible épuisement de la ressource et à encourager la transformation locale. Plusieurs distilleries réalisent localement l'extraction d'essences et d'huiles essentielles, notamment à l'Île des Pins et Maré, pour un chiffre d'affaire annuel de plus de 550 millions de F CFP.

Transports : modification du mécanisme de financement de l'aide à la continuité pays

Le 24 novembre 2015, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a arrêté un projet de délibération du Congrès prévoyant la substitution de l'agence pour la desserte aérienne de la Nouvelle-Calédonie (ADANC) à la Nouvelle-Calédonie pour le financement de l'aide à la continuité pays entre les îles et la Grande Terre, les provinces conservant, elles, leur participation financière à hauteur de 25 %. Un projet de loi du pays adopté le même jour propose la réaffectation à l'ADANC de 30 % des produits de la taxe de péage (l'une des taxes à l'importation par voie aérienne, dont le produit s'élève à environ 500 millions de F CFP), pour lui permettre d'assumer cette mission.

Prix : baisse des prix des carburants et des communications mobiles

Les prix des carburants baissent au 1^{er} décembre 2015 (-5,2 %). L'essence passe à 135,10 F CFP le litre et le gazole à 106,50 F CFP le litre. Les tarifs des télécommunications mobiles baissent également à partir du 15 décembre 2015 (-12 % pour l'offre sans abonnement Liberté notamment) suivant un arrêté pris par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie le 24 novembre 2015.

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	Var .
indice des prix à la consommation	nov	105,5	106,3	0,8%
<u>Entreprises</u>				
nombre d'entreprises	sept	56 516	58 716	3,9%
dont entreprises sans salarié	sept	49 969	52 353	4,8%
créations d'entreprises (p)	sept	2 597	2 653	2,2%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 618	2 398	-8,4%
liquidations judiciaires	sept	63	59	-6,3%
redressements judiciaires	sept	46	36	-21,7%
personnes morales en interdiction bancaire	nov	896	932	4,0%
ventes de ciment (tonnes)	mai	43 710	44 943	2,8%
dont ciment local (tonnes)	mai	43 707	43 121	-1,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept	25 904	28 833	11,3%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	nov	7 447	5 853	-21,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs	nov	3 329	2 815	-15,4%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	juin	91 407	92 066	0,7%
dont secteur privé	juin	65 579	66 032	0,7%
dont secteur public	juin	25 828	26 033	0,8%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	7 049	7 221	2,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 295	7 272	-0,3%
chômeurs indemnisés	oct	2 385	2 484	4,2%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	nov	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire	nov	6 894	6 867	-0,4%
décisions retraits cartes bancaires	nov	2 771	2 281	-17,7%
incidents paiements sur chèques	nov	26 132	23 323	-10,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs	nov	5 842	5 591	-4,3%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP)	nov	13 778	14 058	2,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 052	27 090	8,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 416	12 479	0,5%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	sept	73 086	79 776	9,2%
nombre de croisiéristes	sept	275 256	281 302	2,2%
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	nov	7,69	5,49	-28,5%
cours du nickel au LME en \$/lb	nov	7,12	4,18	-41,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	oct	4 179	4 024	-3,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	oct	18 789	18 001	-4,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	oct	64 392	77 237	19,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	oct	89 887	84 240	-6,3%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	oct	927	638	-31,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	oct	1 391	1 010	-27,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	oct	110 067	103 251	-6,2%
part de ces produits dans le total des exportations	oct	92,8%	89,6%	-3,2 pts
total des importations (M FCFP)	oct	246 390	242 347	-1,6%
total des exportations (M FCFP)	oct	118 556	115 179	-2,8%
taux de couverture	oct	48,12%	47,53%	-0,6 pt
recettes douanières (M FCFP)	nov	44 798	46 040	2,8%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	nov	299 864	326 025	8,7%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	nov	316 286	345 438	9,2%
M2 (M1 + Comptes épargne logement + Comptes sur livret)	nov	430 554	460 953	7,1%
Dépôts à terme	nov	174 667	181 189	3,7%
M3 (M2 + Dépôts à terme)	nov	605 221	642 142	6,1%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	nov	4 107	4 888	19,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	sept	3,88%	3,14%	-0,7 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	sept	3,97%	3,66%	-0,3 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	sept	3,47%	3,08%	-0,4 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	sept	6,60%	6,18%	-0,4 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	983 486	1 045 684	6,3%
<u>Ménages</u>				
dont crédits à la consommation	sept	416 736	428 332	2,8%
dont crédits à l'habitat	sept	337 144	349 280	3,6%
<u>Entreprises</u>				
dont crédits d'exploitation	sept	438 017	469 309	7,1%
dont crédits d'investissement	sept	73 131	79 746	9,0%
dont crédits à la construction	sept	233 120	245 113	5,1%
dont crédits à la construction	sept	117 441	132 085	12,5%
<u>Collectivités locales</u>				
dont d'investissement	sept	84 976	99 045	16,6%
dont d'investissement	sept	82 811	96 641	16,7%
<u>Autres agents de CCB non ventilés</u>				
créances douteuses brutes	sept	14 546	18 207	25,2%
créances douteuses brutes	sept	29 210	30 790	5,4%
taux de créances douteuses brutes	sept	3,0%	2,9%	0,0 pt
ensemble des actifs financiers	sept	711 157	752 913	5,9%
Ménages	sept	386 109	391 181	1,3%
Sociétés	sept	219 247	251 669	14,8%
Autres agents	sept	105 801	110 063	4,0%
dont assurances-vie	sept	111 213	114 754	3,2%

(p) données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

2- Brèves régionales

Tenue du 4^e Sommet France-Océanie en préambule de la COP21

Un Sommet France-Océanie s'est tenu le 26 novembre dernier à Paris, quelques jours avant le lancement de la 21^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dite COP21. Rassemblant des chefs d'État et de gouvernement de la région Pacifique, l'objectif principal de cette réunion était de s'entendre sur le défi climatique à défendre lors de la COP21, afin de porter d'une seule voix les intérêts des petits États insulaires de Mélanésie, Polynésie et Micronésie. À cette occasion, François HOLLANDE a appuyé la demande des gouvernements de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française d'être accueillis avec le statut de membres à part entière lors du prochain Forum des îles du Pacifique, et celle de Wallis-et-Futuna de devenir membre associé. Il a également indiqué que des actions étaient en cours afin que les trois collectivités françaises du Pacifique puissent bénéficier du Fonds vert, au travers de programmes communs avec les autres pays de la zone. Le Fonds vert pour le climat est un mécanisme financier de l'ONU qui a pour objectif le transfert de fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables afin de mettre en place des projets pour combattre les effets du changement climatique.

Rapport du Fonds monétaire international sur l'économie de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié, le 30 octobre dernier, un rapport sur la situation économique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le récent lancement de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) n'a pas eu les effets escomptés sur le niveau de croissance économique du pays, du fait de la faiblesse générale des prix mondiaux des matières premières. Les perspectives en termes de recettes publiques se sont réduites en conséquence. Alors que le kina tend à se déprécier depuis mi-2013, en partie à cause de la revue à la baisse des anticipations d'entrées de capitaux liées au projet GNL, l'inflation reste contenue grâce à la baisse des prix des hydrocarbures et des matières premières. Après une première année complète d'exploitation du GNL, la balance commerciale devrait être excédentaire mais les perspectives pour la suite sont de plus en plus orientées à la baisse. La nécessaire consolidation budgétaire pourrait impacter la croissance à court terme des secteurs non liés au GNL. La faiblesse de la croissance économique mondiale pourrait aggraver ce phénomène, via une baisse de la demande extérieure et des cours des matières premières. Dans son rapport, le FMI souligne la nécessité de maintenir des politiques macroéconomiques prudentes afin d'assurer la soutenabilité de la dette et la position extérieure excédentaire. Elle préconise par ailleurs la mise en œuvre de réformes structurelles visant à diversifier l'économie pour renforcer le potentiel de croissance à plus long terme.

Ouverture de la saison cyclonique avec une première dépression tropicale

La première dépression tropicale de la saison cyclonique observée dans le Pacifique-Sud a été baptisée Tuni. Le minimum dépressionnaire a d'abord été détecté le 23 novembre au nord des îles Fidji, puis s'est transformé en dépression tropicale à proximité de Wallis-et-Futuna avant de se diriger vers l'est, en direction des Samoa, puis au sud vers les îles Tonga et Niue. Le phénomène climatique a engendré de violents orages et des vents forts sur Futuna, avec des rafales allant jusqu'à près de 90km/heure. Une partie de la route du littoral a été endommagée près du village d'Ono et le réseau d'eau de Vele a été coupé. Aux Samoa et aux Samoa américaines, les pluies torrentielles ont provoqué des inondations et des glissements de terrain. Aucun dommage n'a été déclaré aux îles Tonga et Niue.

3 – Brèves locales

Nomination d'un nouveau représentant au Conseil économique et social

Un décret du ministère de l'Outre-mer, publié au journal officiel le 7 novembre dernier, a officialisé la nomination de Sosefo SUVE comme nouveau représentant de Wallis-et-Futuna au Conseil économique, social et environnemental (CESE). Président de la commission permanente de l'Assemblée territoriale depuis décembre 2014, Sosefo SUVE a pris ses nouvelles fonctions depuis le 16 novembre 2015 et succède pour cinq ans à Patalione KANIMOA. Ce dernier, par ailleurs président de la commission des Finances à l'Assemblée territoriale, avait exercé deux mandats consécutifs en tant que représentant au CESE, soit le maximum autorisé. Le nouveau Conseiller économique et social du Territoire a assisté, début décembre, à sa première session du CESE à Paris. Il s'est fixé comme priorité de son mandat de stopper l'exode des habitants des îles Wallis et Futuna.

Conflit social à l'aéroport de Wallis-Hihifo

Du 23 novembre au 2 décembre, l'aéroport international de Wallis-Hihifo a été bloqué par une vingtaine de villageois du district nord de l'île, où se situe l'aéroport. Aucun vol commercial n'a pu être affrété sur la période aussi bien vers l'international (entre Wallis, Fidji et la Nouvelle-Calédonie) qu'entre les deux îles sœur. Au total, c'est près de 1 000 personnes qui ont été impactées par ce mouvement social. À l'origine de ce dernier, le mécontentement des coutumiers du district de Hihifo vis-à-vis de la politique de recrutement menée par le service de l'Aviation civile au regard du Statut de 1961. Après dix jours de blocage, un protocole d'accord a été signé, le mercredi 2 décembre, entre le Préfet, Administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna, et la Grande Chefferie dans les locaux de la circonscription de Wallis. La réouverture de l'aéroport a pu avoir lieu le jour même et un premier vol entre Nouméa et Wallis a pu être affrété dans la nuit du 2 au 3 décembre.

Le réseau de téléphonie mobile bientôt opérationnel

Depuis avril dernier, la société suédoise Ericsson travaille au déploiement de la téléphonie mobile sur les îles de Wallis et Futuna. Installé pour le compte de l'opérateur local « Manuia », dépendant du service des Postes et des Télécommunications (STP) de Wallis-et-Futuna, le réseau devrait être opérationnel pour le grand public au plus tard le 23 décembre 2015 selon un communiqué de l'entreprise. Au total, neuf antennes ont été installées sur les deux îles pour permettre la couverture de l'archipel, mobilisant sur place une dizaine de salariés extérieurs depuis le mois d'avril. Trois conteneurs ont été acheminés depuis l'hexagone fin août avec à l'intérieur les antennes, les commutateurs d'appel ainsi que tout le matériel annexe. L'ensemble de la population bénéficiera de la technologie mobile 3G, voire 4G pour les accès à Internet sur mobile et smartphone. Pour mémoire, Wallis-et-Futuna est le dernier territoire français à ne pas disposer de la téléphonie mobile.

Réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus

La deuxième réunion plénière de l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR) de l'année 2015 s'est tenue le 10 décembre dernier à l'Administration Supérieure. Au préalable, le président de l'OPMR de Wallis-et-Futuna, Xavier PELAT, s'est rendu à Futuna pour rencontrer les différents interlocuteurs liés à l'application de l'Observatoire des prix sur l'île sœur. Entré en vigueur le 1^{er} avril dernier, l'accord de modération des prix 2015 fixe un prix maximal à ne pas dépasser pour un panier de biens composé de 23 produits de consommation courante. La réunion plénière a donc permis de faire un point sur l'évolution des prix de ces produits sur les huit derniers mois. Le prochain accord de modération des prix devrait être appliqué à compter de mars 2016, suite aux négociations à mener avant cette période.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles du 3^e trimestre 2015. Cette note ainsi que les annexes statistiques afférentes sont téléchargeables sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications/les-notes-expresses/les-notes-expresses-tendances/3eme-trimestre-2015.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

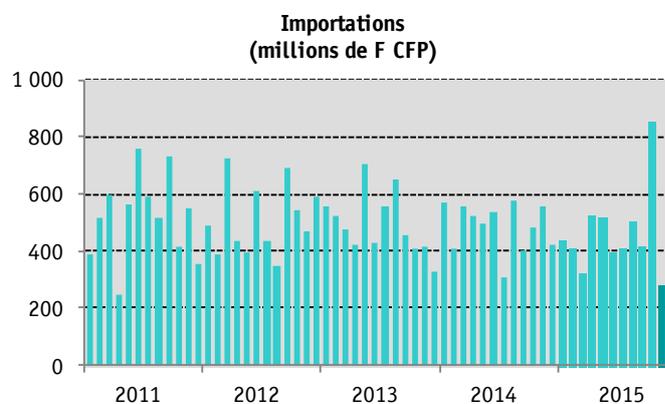
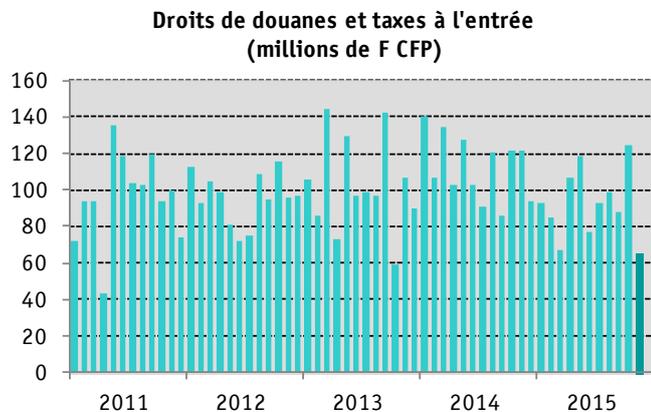
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T 15		117,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF	nov-15		90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés	mars-15		2 051	-	-0,4%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	nov-15	279	-67,2%	-
	cumulées	nov-15	5 057	-	-6,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	nov-15	65	-47,4%	-
	cumulés	nov-15	1 016	-	-18,9%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	nov-15	35	-20,2%	-
	cumulées	nov-15	411	-	-4,1%
Énergie					
			Données brutes	▲ / trimestre	▲ / an
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	sept-15	4 361	-1,80%	-
	cumulée	sept-15	13 562	-	-0,9%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	sept-15	622	11,4%	-
	cumulée	sept-15	5 316	-	-1,3%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	sept-15	142	3,6%	-
	cumulée	sept-15	1 210	-	-5,2%
Transports					
			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-15	2 692	+395	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-15	1 408	+408	-
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	nov-15	2	-2	-
	cumulé	nov-15	29	-	-4
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	nov-15	14	-7	-
	cumulé	nov-15	162	-	-5

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

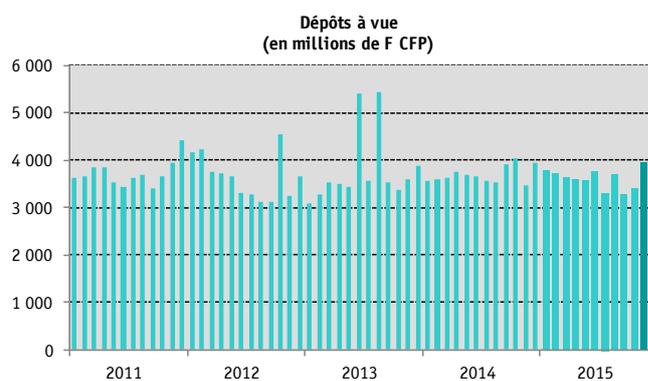
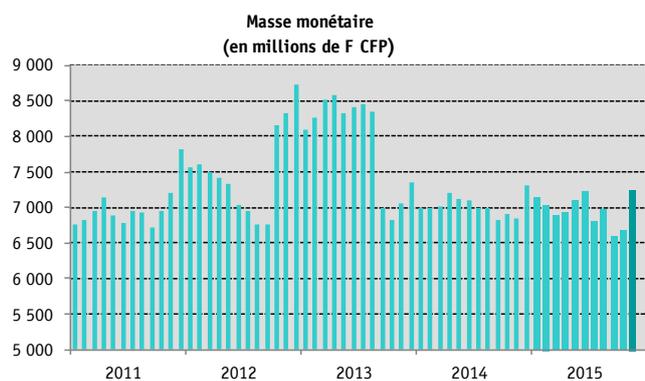


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Accroissement de la masse monétaire résultant d'une évolution exceptionnelle des dépôts à vue

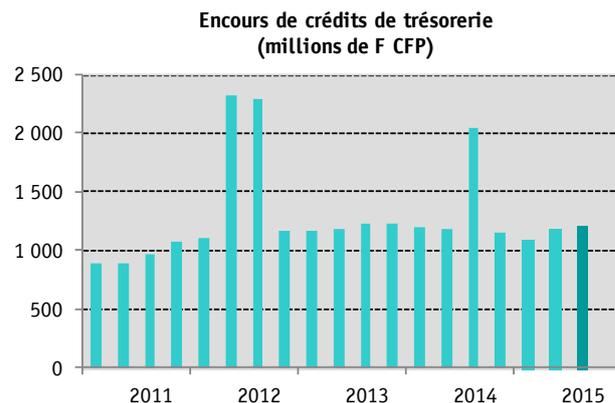
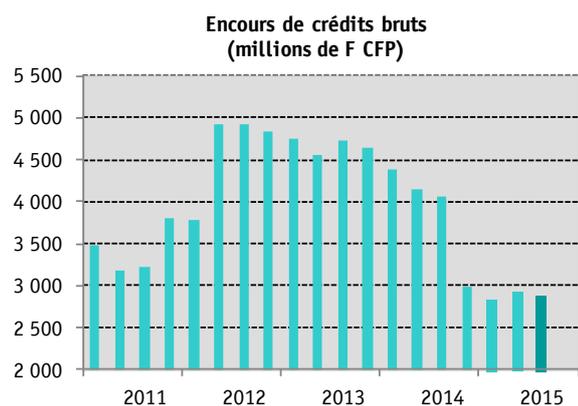
en millions de F CFP	nov-14	oct-15	nov-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 074	2 041	2 027	-0,7%	-2,2%
Dépôts à vue	3 457	3 402	3 961	16,4%	14,6%
Total M1	5 531	5 443	5 988	10,0%	8,3%
M2-M1	499	430	441	2,5%	-11,6%
Total M3	6 850	6 683	7 240	8,3%	5,7%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

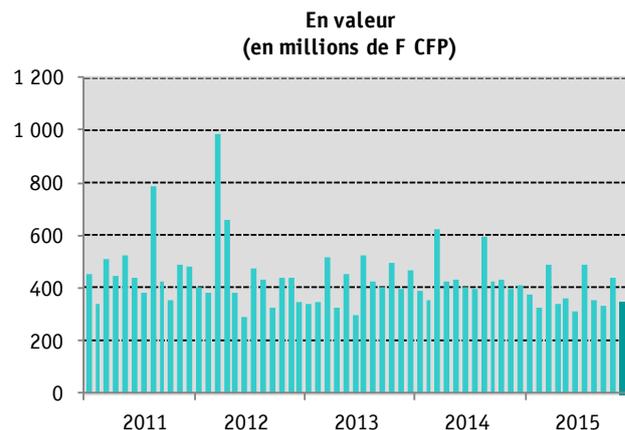
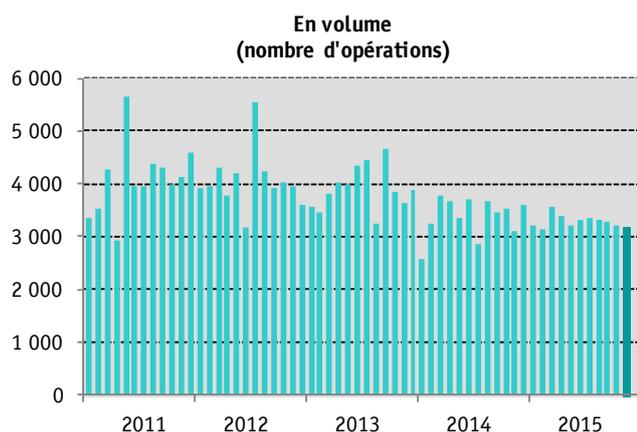
en millions de F CFP	sept-13	sept-14	sept-15	▲ / an
Crédits de trésorerie	1225	2045	1211	-40,8%
Crédits à l'équipement	2308	1149	931	-19,0%
Crédits à l'habitat	420	255	161	-37,1%
Autres crédits	314	176	180	2,2%
Total encours sain	4266	3626	2483	-31,5%
Créances douteuses brutes	470	444	393	-11,5%
Total encours brut	4736	4070	2876	-29,3%



Compensation

Diminution en nombre et en valeur des opérations de compensation

		nov-14	oct-15	nov-15	▲ / mois	▲ / an
Compensation	en nombre	3 088	3 216	3 173	-1,3%	-
	cumulé	36 894	-	36 118	-	-2,1%
Compensation	en millions de CFP	395	438	348	-20,4%	-
	cumulé	4 863	-	4 157	-	-14,5%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	nov-14	oct-15	nov-15	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	49	54	33	-38,9%	-
cumulé	913	-	598	-	-34,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	-	-
cumulé	13	-	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	nov-14	oct-15	nov-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	336	296	286	-3,4%	-14,9%
- dont personnes physiques	321	282	272	-3,5%	-15,3%
- dont personnes morales	15	14	14	0,0%	-6,7%

Cotation

Diminution du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM sur l'année

en nombre	nov-14	oct-15	nov-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	18	16	16	0,0%	-11,1%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
Indicateurs économiques				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	115,60	117,73	1,8%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	novembre	15	14	-6,7%
importations de biens d'équipement (M XPF)	novembre	788	928	17,8%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	novembre	94	94	0,5%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	novembre	77	86	11,7%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	mars	2 060	2 051	-0,4%
<i>dont secteur privé</i>	mars	809	813	0,5%
<i>dont secteur public</i>	mars	1 251	1 238	-1,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	novembre	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	novembre	321	272	-15,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	novembre	13	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	novembre	913	598	-34,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	novembre	1 396	1 359	-2,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	novembre	823	769	-6,5%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	novembre	265	295	11,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	novembre	90	76	-15,6%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	novembre	5 418	5 057	-6,7%
exportations	novembre	-	-	-
recettes douanières	novembre	1 716	1 440	-16,1%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	novembre	1 253	1 016	-18,9%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	novembre	429	411	-4,1%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	novembre	3 457	3 961	14,6%
M1	novembre	5 531	5 988	8,3%
M2	novembre	6 030	6 429	6,6%
Dépôts à terme	novembre	820	811	-1,1%
M3	novembre	6 850	7 240	5,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 376	1 345	-2,2%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	1 161	1 227	5,6%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	215	119	-44,8%
Entreprises	septembre	2 041	859	-57,9%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	921	55	-94,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	963	662	-31,2%
Collectivités locales	septembre	186	269	44,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	23	10	-56,4%
créances douteuses brutes	septembre	444	393	-11,5%
taux de créances douteuses	septembre	10,9%	13,7%	2,8 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	3 124	2 864	-8,3%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	1 058	1 165	10,1%
Sociétés	septembre	1 442	1 517	5,2%
Autres agents	septembre	2 148	2 134	-0,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Budget 2016 : 141,3 milliards F CFP adoptés par la nouvelle majorité à l'Assemblée de Polynésie française

L'Assemblée de Polynésie française a adopté par 31 voix sur 57 le budget primitif pour l'exercice 2016 d'un montant de 141,3 milliards de F CFP (+6 % par rapport au budget primitif 2015). Ce budget se caractérise par un nouvel effort de redressement des finances publiques, les recettes de fonctionnement progressant de 2,5% quand les dépenses de fonctionnement se réduiront de 3,5%. Le budget prévoit 29,9 milliards de F CFP de recettes d'investissement, dont 16 milliards de F CFP d'autofinancement du Territoire, 7 milliards de dotations de l'État (+22 %) et 7 milliards d'emprunts. Un effort particulier (près de 7 milliards de F CFP) est porté sur le logement social. Au total, sur l'année 2016, les crédits de paiement pour l'investissement progresseront de 20,3 milliards de F CFP en 2016, auxquels s'ajoutent 17,7 milliards de crédits de paiement reportés de 2015 sur 2016.

Dotation Globale d'Autonomie 2016 : 84 millions d'euros effectivement alloués à la Polynésie française

L'Assemblée nationale a adopté un amendement précisant le montant de la Dotation Globale d'Autonomie (DGA) polynésienne pour 2016. Cette dotation s'élève à 80 millions d'euros (9,5 milliards de F CFP), contre 84 millions en 2015. Mais suite à l'engagement de la ministre des Outre-mer, le gouvernement français a confirmé que 84 millions d'euros seront effectivement alloués à la Polynésie française, en accordant le différentiel de 4 millions d'euros au Pays via les crédits de gestion du ministère des Outre-mer.

Protection sociale : l'État verse la seconde tranche du financement au régime de solidarité de la Polynésie française

Après 6 millions d'euros (715,9 millions de F CFP) versés en juillet 2015, l'État a engagé le versement de la seconde moitié de sa participation au financement du régime de solidarité territoriale de la Polynésie française pour l'année 2015. L'État s'était en effet engagé à verser annuellement 12 millions d'euros pendant trois ans (2015-2017) au régime de solidarité territoriale de la Polynésie française, sous conditions de la mise en œuvre par le Pays des engagements de réforme de ce régime. Le système de solidarité polynésien avait terminé avec un déficit de 2,3 milliards de F CFP en 2014 et prévoyait près 3 milliards de pertes en 2015.

TPE-PME : « Prêts de développement » pour les entreprises locales en besoin de trésorerie

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté le 11 décembre dernier une convention-cadre autorisant la Sofidep (Société de Financement du Développement de la Polynésie française) à commercialiser des « prêts de développement Polynésie française ». Contrairement aux autres concours proposés par la Sofidep, notamment financés par des dotations du Pays, ce prêt sera octroyé par la banque publique d'investissement BPI France. Il aura pour objectif de soutenir les TPE et PME dans le développement de leur activité.

Télécommunications : arrivée d'un nouvel opérateur internet en Polynésie française

Le conseil des ministres du Pays a accordé cette semaine l'agrément de Fournisseur d'Accès à Internet à la société Smart Tahiti Networks (STN). STN louera les lignes ADSL et fibre du fournisseur historique OPT. Parallèlement, les opérateurs existants Vini et Viti ont procédé au lancement de nouvelles offres d'abonnement.

Énergie : nouvelle baisse du prix des hydrocarbures

La baisse des cours mondiaux du pétrole a permis au Fonds de régulation du prix des hydrocarbures, dont la mission est d'amortir la fluctuation des prix et de subventionner le prix du carburant pour certaines professions aidées, de reconstituer ses réserves. Redevenues positives fin 2014, celles-ci s'élèvent désormais à près de 2 milliards de F CFP. Depuis le premier décembre, le Fonds a de nouveau répercuté cette baisse sur les prix à la pompe.

Tourisme : une rencontre pour développer la visibilité touristique de la Polynésie française en Amérique du Nord

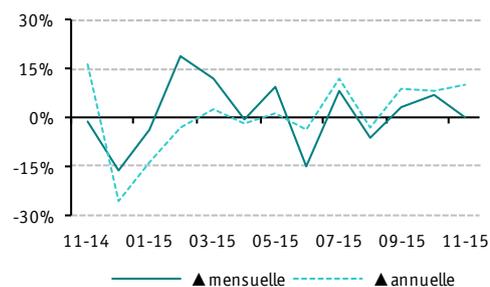
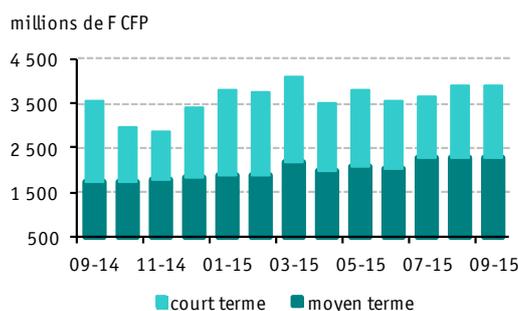
La onzième édition de l'évènement *Tahiti Travel Exchange* a rassemblé 140 agents de voyages nord-américains à Tahiti. Cette rencontre avec les acteurs touristiques locaux devrait permettre aux agences de développer leurs offres de prestations à destination de la Polynésie française auprès de leurs clients. Les États-Unis restent le premier pays émetteur de touristes vers la Polynésie française avec 58 000 touristes en 2014, contre 35 000 pour la France.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à moyen terme

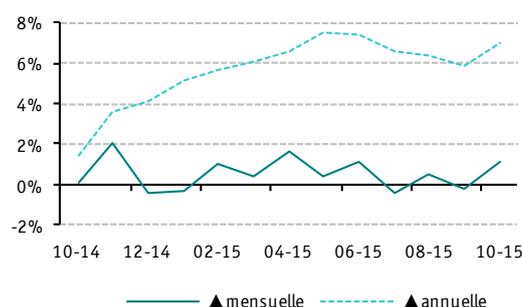
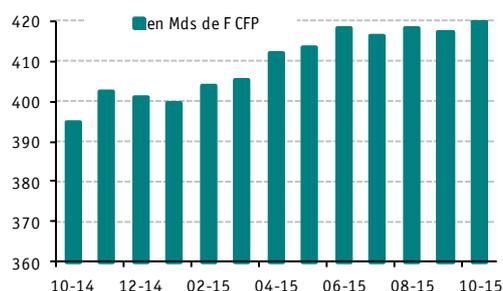
en millions de F CFP	nov-14	oct-15	nov-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 820	1 605	1 619	0,9%	-11,0%
Utilisations à moyen terme	1 709	2 267	2 255	-0,5%	31,9%
Refinancement total	3 529	3 872	3 874	0,1%	9,8%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

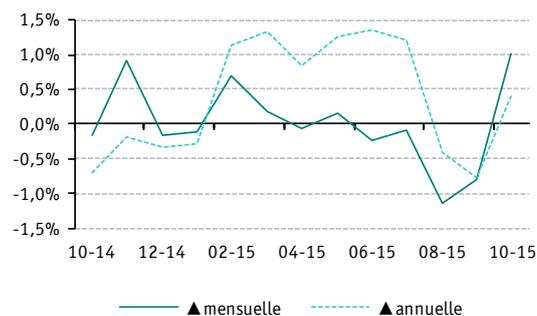
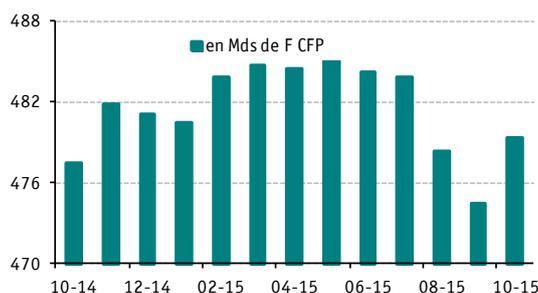
en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 602	13 508	13 692	1,4%	8,6%
Dépôts à vue	150 992	167 061	173 175	3,7%	14,7%
Comptes sur livrets	99 823	98 127	97 968	-0,2%	-1,9%
Comptes d'épargne logement	386	387	392	1,3%	1,6%
Dépôts à terme	129 337	136 838	135 574	-0,9%	4,8%
Autres	1 430	1 240	1 252	1,0%	-12,4%
Total M3	394 570	417 161	422 053	1,2%	7,0%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 213	104 074	103 463	-0,6%	-7,0%
Crédits d'équipement	72 062	76 145	77 300	1,5%	7,3%
Crédits à l'habitat	168 557	170 689	171 837	0,7%	1,9%
Autres crédits	62 732	65 035	67 768	4,2%	8,0%
Créances douteuses brutes	62 859	58 537	58 942	0,7%	-6,2%
Total Concours de Caractère Bancaire	477 423	474 480	479 310	1,0%	0,4%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	nov-15	107,8	107,6	107,1	-0,5%	-0,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-15	113,9	115,1	115,7	0,5%	1,6%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	819	783	808	3,1%	-1,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	13 588	13 189	13 585	3,0%	0,0%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-15	2 186	2 554	2 324	-9,0%	6,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-15	151	147	73	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov-15	112	198	90	-54,5%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov-15	478	450	467	3,8%	-2,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-15	1 860	1 759	2 157	22,6%	16,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-15	2 918	2 701	3 196	18,3%	9,5%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov-15	213	445	225	-49,4%	5,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-15	2 743	2 634	2 642	0,3%	-3,7%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-15	393	343	379	10,3%	-3,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-15	109	186	149	-19,8%	36,6%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-15	51	50	36	-27,2%	-29,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-15	134	173	120	-30,7%	-10,3%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-15	29	19	22	12,8%	-25,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-15	47	52	7	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-15	63	17	42	ns	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	sept-15	21 504	20 486	19 707	-3,8%	-8,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-15	74,9%	77,0%	77,3%	0,3 pt	+2,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-15	58 241	64 751	64 419	-0,5%	10,6%
<i>Comptes sur livret</i>	oct-15	93 815	90 981	90 938	0,0%	-3,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-15	68 119	70 764	71 874	1,6%	5,5%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-15	75 533	82 740	88 417	6,9%	17,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-15	51 532	49 830	47 781	-4,1%	-7,3%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-15	71 920	66 668	66 277	-0,6%	-7,8%
<i>Crédits à l'habitat</i>	oct-15	150 406	153 215	154 186	0,6%	2,5%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-15	32 638	30 949	30 815	-0,4%	-5,6%
<i>Crédits d'équipement</i>	oct-15	63 777	66 270	67 284	1,5%	5,5%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
				taux		date d'effet				
taux de la facilité de dépôt				-0,30%		09/12/2015				
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement				0,05%		10/09/2014				
taux de la facilité de prêt marginal				0,30%		10/09/2014				
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
		date d'effet		taux		taux de sortie maximum applicable				
taux de la facilité de dépôt		14/04/2014		0,00%		aux crédits pour accès au réescompte				
taux de réescompte des crédits aux entreprises		05/01/2015		0,05%		2,80%				
taux de la facilité de prêt marginal		05/01/2015		0,30%						
taux de l'escompte de chèques		05/01/2015		0,30%						
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux		date d'effet	
		30/11/2015		30/10/2015		Var. M-1				
EONIA		-0,1270%		-0,1290%		+ 0,002 pt				
EURIBOR 1 mois		-0,1610%		-0,1190%		- 0,042 pt				
EURIBOR 3 mois		-0,1140%		-0,0680%		- 0,046 pt				
EURIBOR 6 mois		-0,0430%		0,0060%		- 0,049 pt				
EURIBOR 12 mois		0,0480%		0,1070%		- 0,059 pt				
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux de base bancaire			taux		date d'effet	
		nov.-15		oct.-15		Var. M-1				
TMO		1,1000%		1,0500%		+ 0,050 pt				
TME		0,9000%		0,8500%		+ 0,050 pt				
taux des euro-monnaies				taux de base bancaire			taux		date d'effet	
devise		USD			JPY			GBP		
date		30/11/2015		30/10/2015		30/09/2015		30/11/2015		
taux JJ		0,225%		0,200%		0,150%		nd		
3 mois		0,895%		0,630%		0,540%		nd		
10 ans emprunts phares		2,216%		nd		2,070%		0,305%		
								nd		
								1,817%		
								nd		
								1,770%		
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)										
Crédits aux particuliers			Seuils de l'usure			Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts immobiliers						Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament			7,36%	
Prêts à taux fixe			3,92%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable			2,81%	
Prêts à taux variable			3,63%			Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe			3,36%	
Prêts-relais			4,19%			Découverts en compte			13,36%	
Autres prêts						Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans			2,51%	
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF			19,97%			Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale			Seuils de l'usure	
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF			13,45%			Découverts en compte			13,36%	
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF			7,84%							
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF		112,8006		1 NZD/XPF		74,0271		
100 JPY/XPF		91,6386		1 AUD/XPF		81,3385		1 SGD/XPF		
								1 HKD/XPF		
								14,5546		
								1 GBP/XPF		
								169,3129		
								100 VUV/XPF		
								102,7098		
								1 FJD/XPF		
								52,5205		